

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00
POUR L'ETRANGER.....\$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.30
Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro



Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.
Un An. 6 Mois. 4 Mois. 3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....\$3.00 \$1.50 \$1.00 75 cts
POUR L'ETRANGER.....\$4.00 \$2.00 \$1.35 \$1.05
Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abéille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 11 MAI 1899

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureaux: 393 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.
Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.
OFFICE: 393 RUE DE CHARTRES, ENTRE CONTI ET BIENVILLE.
POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

LA REUNION

—DES—
Confédérés à Charleston.

Grande affluence de visiteurs.

Prose Associée.
Charleston, Caroline du Sud, 10 mai.—Tous les sifflets à vapeur et les cloches de toutes les églises de la ville historique ont annoncé à sept heures du matin l'ouverture des fêtes de la réunion annuelle des Vétérans Confédérés.

Charleston a souhaité une royale bienvenue aux 35,000 vétérans et visiteurs.
Des milliers de personnes sont arrivées durant la nuit. Plusieurs trains en retard de quelques heures ne sont entrés que ce matin dans la ville.

Tous les hôtels et toutes les maisons meublées sont remplies, et des lits ont été installés ce matin dans des édifices publics. Et il est probable qu'il sera nécessaire d'utiliser les églises et les salles d'attente des chemins de fer.

La ville semble n'être qu'une masse de drapeaux et de banderoles, et de tout côté retentit une musique martiale.
Les cloches de la vieille église St-Michel carillonnent incessamment depuis l'aube.

L'événement de la journée a été la parade des Vétérans suivant une réunion au nouvel auditorium.
Dix mille vétérans étaient en ligne quand le cortège s'est ébranlé quelques minutes avant trois heures.

Dans chaque département les divisions étaient placées dans l'ordre des dates de sécession. Venaient ensuite les divisions des états n'ayant pas quitté l'union, dans l'ordre des dates de leur entrée dans l'Association des Vétérans Confédérés.

L'ordre était le suivant:
Département de l'Armée de la Virginie—Division de la Caroline du Sud, division de la Virginie, division de la Caroline du Nord, division du Maryland, division du Kentucky, division de la Virginie de l'Ouest.

Département de l'Armée de la Tennessee—Division du Mississippi, division de la Floride, division de l'Alabama, division de la Georgie, division de la Louisiane, division du Tennessee.

Département du Trans-Mississippi—Division du Texas, division de l'Arkansas, division du Missouri, division du Territoire Indien, division du Territoire d'Oklahoma.
Venaient ensuite les Fils unis des Vétérans confédérés sous les ordres du commandant en chef D. A. Smyth.

Première séance

Des Vétérans Confédérés à Charleston.

Prose Associée.
Charleston, Caroline du Sud, 10 mai.—La première séance des Vétérans confédérés a eu lieu ce matin à l'Auditorium inauguré hier soir. La salle renferme 7,500 sièges, et cependant plusieurs milliers de personnes n'ont pu y pénétrer.

Le général Gordon a été conduit au fauteuil présidentiel par le général Moorman, chef d'état-major, et le général C. I. Walker, commandant de la division de la Caroline du Sud.

Le général Walker a appelé l'assemblée à l'ordre avec le maillet employé à l'ouverture de la session de l'assemblée de sécession en 1860.

Le docteur J. William Jones, chapelain, a dit la prière. Il a appelé les bénédictions du Ciel sur les cheveux blancs des vétérans et prié pour la paix universelle.

L'honorable F. F. Gary, président de la Chambre des Représentants de la Caroline du Sud, a donné lecture d'une résolution de bienvenue adoptée par la législature.

Le gouverneur Ellerbe avait télégraphié qu'il ne pourrait pas assister à la réunion pour cause de maladie. En son absence, le lieutenant-gouverneur M. B. McSweeney a souhaité la bienvenue au nom de l'état.

Le maire J. Adger Smyth a parlé au nom de la ville. Son allusion à la Caroline du Sud et à Charleston comme au berceau de la sécession a été accueillie par le cri des rebelles, qui a été répété



LA VOITURE DE WASHINGTON

La plus intéressante relique qu'ait reçue en ces dernières années le musée historique de Mont Vernon a été récemment présentée par Robert M. Bromfield, de Philadelphie.
C'est la voiture dont se sont servis Washington et sa famille pendant de nombreuses années pour les petites courses.
Le cocher s'assessait à l'avant, les pieds sur une planchette, placé au-dessus du palonnier.
Les voyageurs entraient par une petite porte pratiquée à l'arrière.
Malgré son âge, cette voiture est en bon état. Son authenticité est absolue.

LE PRESIDENT

Energiquement en faveur

SESSION EXTRAORDINAIRE

CONGRES.

Prose Associée.
New York, 10 mai.—Une dépêche spéciale de Washington dit que la question d'une réunion extraordinaire du Congrès n'est plus l'objet d'une discussion banale.

L'opportunité d'une pareille session a été discutée devant le cabinet, et un des membres du conseil a déclaré que le Président était grandement en faveur d'une convocation du Congrès, pour les deux raisons que voici:

M. McKinley désire que la question des Philippines soit réglée; il en est de même de la question de la monnaie courante—avant le commencement de la campagne de 1900.

M. McKinley a déclaré qu'il était convaincu que la paix serait conclue, avant 30 jours, et que, dès lors, la possession de l'archipel ne pourrait plus être mise en question. Pour le moment, il ne peut établir nettement, quelle forme de gouvernement sera donnée à ces îles. On leur accordera un système de "Home Rule," av c l'aide du Congrès, entre les mains duquel il a tout remis, dans son message.

Le Président ne veut rien faire qui puisse affaiblir son parti, dans la campagne qui va commencer. Il croit qu'un délai dans le règlement de la question ne peut que produire un mauvais effet. Il est donc important que le pays connaisse exactement, avant 1900, la politique suivie par le gouvernement.

Le Président tient également à ce que le Congrès expose nettement ses idées relativement à la monnaie courante. Le Président a, dans son message, posé quatre questions, que le Comité de la Chambre républicaine n'a pas résolues conformément à ses vues, à lui. Il avait recommandé:

1o Une clause rendant impossible les demandes constantes et dangereuses de fonds au Trésor, motivées par le rachat en or des greenbacks;
2o La permission donnée aux banques nationales de jeter dans la circulation au pair des bons déposés pour assurer la circulation, au lieu de 90 pour cent seulement, comme à présent.

3o Une réduction de la taxe au

LA REUNION

—DES—

SESSION EXTRAORDINAIRE

CONGRES.

Prose Associée.
New York, 10 mai.—Une dépêche spéciale de Washington dit que la question d'une réunion extraordinaire du Congrès n'est plus l'objet d'une discussion banale.

L'opportunité d'une pareille session a été discutée devant le cabinet, et un des membres du conseil a déclaré que le Président était grandement en faveur d'une convocation du Congrès, pour les deux raisons que voici:

M. McKinley désire que la question des Philippines soit réglée; il en est de même de la question de la monnaie courante—avant le commencement de la campagne de 1900.

M. McKinley a déclaré qu'il était convaincu que la paix serait conclue, avant 30 jours, et que, dès lors, la possession de l'archipel ne pourrait plus être mise en question. Pour le moment, il ne peut établir nettement, quelle forme de gouvernement sera donnée à ces îles. On leur accordera un système de "Home Rule," av c l'aide du Congrès, entre les mains duquel il a tout remis, dans son message.

Le Président ne veut rien faire qui puisse affaiblir son parti, dans la campagne qui va commencer. Il croit qu'un délai dans le règlement de la question ne peut que produire un mauvais effet. Il est donc important que le pays connaisse exactement, avant 1900, la politique suivie par le gouvernement.

Le Président tient également à ce que le Congrès expose nettement ses idées relativement à la monnaie courante. Le Président a, dans son message, posé quatre questions, que le Comité de la Chambre républicaine n'a pas résolues conformément à ses vues, à lui. Il avait recommandé:

1o Une clause rendant impossible les demandes constantes et dangereuses de fonds au Trésor, motivées par le rachat en or des greenbacks;
2o La permission donnée aux banques nationales de jeter dans la circulation au pair des bons déposés pour assurer la circulation, au lieu de 90 pour cent seulement, comme à présent.

3o Une réduction de la taxe au

LA REUNION

—DES—

SESSION EXTRAORDINAIRE

CONGRES.

Prose Associée.
New York, 10 mai.—Une dépêche spéciale de Washington dit que la question d'une réunion extraordinaire du Congrès n'est plus l'objet d'une discussion banale.

L'opportunité d'une pareille session a été discutée devant le cabinet, et un des membres du conseil a déclaré que le Président était grandement en faveur d'une convocation du Congrès, pour les deux raisons que voici:

M. McKinley désire que la question des Philippines soit réglée; il en est de même de la question de la monnaie courante—avant le commencement de la campagne de 1900.

M. McKinley a déclaré qu'il était convaincu que la paix serait conclue, avant 30 jours, et que, dès lors, la possession de l'archipel ne pourrait plus être mise en question. Pour le moment, il ne peut établir nettement, quelle forme de gouvernement sera donnée à ces îles. On leur accordera un système de "Home Rule," av c l'aide du Congrès, entre les mains duquel il a tout remis, dans son message.

Le Président ne veut rien faire qui puisse affaiblir son parti, dans la campagne qui va commencer. Il croit qu'un délai dans le règlement de la question ne peut que produire un mauvais effet. Il est donc important que le pays connaisse exactement, avant 1900, la politique suivie par le gouvernement.

Le Président tient également à ce que le Congrès expose nettement ses idées relativement à la monnaie courante. Le Président a, dans son message, posé quatre questions, que le Comité de la Chambre républicaine n'a pas résolues conformément à ses vues, à lui. Il avait recommandé:

1o Une clause rendant impossible les demandes constantes et dangereuses de fonds au Trésor, motivées par le rachat en or des greenbacks;
2o La permission donnée aux banques nationales de jeter dans la circulation au pair des bons déposés pour assurer la circulation, au lieu de 90 pour cent seulement, comme à présent.

3o Une réduction de la taxe au

Discussion animée

—A LA—
Séance des Vétérans Confédérés.

Prose Associée.
Charleston, Caroline du Sud, 10 mai.—Une résolution présentée à la première séance des Vétérans Confédérés, au jour d'hui à Charleston, par le général Stephen D. Lee, du Mississippi, a provoqué une discussion animée.

Cette résolution est la suivante: Attendu qu'à Atlanta, (Georgie, le 20 décembre 1898, le président des Etats-Unis d'Amérique a exprimé l'idée que le temps était venu pour les Etats-Unis de prendre part à l'entretien des tombeaux confédérés, et.

Attendu que cette déclaration du premier magistrat du pays exige de nous, les survivants de nos camarades, une franche et généreuse réponse à ce sentiment magnanime.

Il est résolu par les Vétérans Confédérés unis, à leur session annuelle, que dans cet acte du Président et dans l'accueil que lui ont fait nos frères du Nord nous reconnaissons une preuve évidente du fait que nous constituons de nouveau un peuple uni, un peuple déterminé à montrer au monde les plus gracieux en même temps que les plus fermes traits de caractère américain, et que nous acceptons la déclaration de notre chef exécutif dans l'esprit avec lequel elle a été faite, croyant qu'une législation du gouvernement général comme celle qui a été suggérée démontrerait clairement les progrès qu'a faits le peuple américain dans la voie de ces hautes vertus qui honorent une grande nation.

Il a été proposé d'adopter le rapport, mais le docteur J. William Jones, de la Virginie, a demandé son renvoi à la commission des résolutions.

J. M. Bushee, de la Caroline du Nord, a prononcé un discours animé dans lequel il a déclaré que le lignetiré entre les tombeaux du Nord et du Sud était indélébile.

Le gouvernement fédéral peut décorer les tombeaux du Nord, mais les tombeaux des héros du Sud doivent être entretenus par d'autres mains, s'est-il écrit en montrant du geste les tribunes remplies de dames.

Une chaude et, à certains moments, très vive discussion s'est engagée.

L'amendement renvoyant le rapport à la commission a été finalement adopté.

Ententes entre les ambassadeurs

d'Espagne et des Etats-Unis.

Prose Associée.
New York, 10 mai.—On lit dans une dépêche de Paris, adressée à la Tribune:

En vertu d'une convention arrêtée entre le ministre d'Espagne à Washington, et le ministre des Etats-Unis à Madrid, l'un et l'autre devront occuper leur poste autant que possible, à la même époque.

M. Storer, ministre des Etats-Unis est arrivé ici ce matin, de Bruxelles. Il a eu un entretien sur ce sujet avec le duc d'Arco.

Le départ partira pour New York sur le steamer Wilhelm der Gross, le 24 mai.

A leur arrivée à New York le duc et la duchesse, se rendront directement à Washington où ils arriveront le 30 mai.

Le ministre des Etats-Unis arrivera à Madrid à la même date. La Reine Régente a exprimé vivement le désir, que le diplomate espagnol, à Washington, ait l'avantage, énorme à ses yeux, d'avoir épousé une Américaine. Il en doit résulter, dans l'esprit de la Reine, des relations faciles, qui peuvent contribuer à resserrer les liens entre les deux pays.

Le Duc et la Duchesse sont enchantés de pouvoir renouer leurs relations personnelles d'autrefois, alors que le Duc d'Arco était attaché à la légation de Washington; C'est alors qu'il épousa Miss Lowrey, de New York.

Le Trust des Fabriques de Tapis.

Prose Associée.
New York, 10 mai.—Il est grandement question d'une prochaine consolidation des fabricants de tapis en une puissante corporation, dite National Carpets Co., au capital de \$40,000,000 à \$50,000,000.

Suivant le plan adopté, la National Carpet Co. achèterait aux fabricants leurs usines à l'amiable, payant la moitié comptant.

La prochaine candidature démocratique.

Prose Associée.
New York, 10 mai.—L'ancien gouverneur Wm J. Stever, du Missouri, qui est à New York, a dit hier soir:

"Wm J. Bryan sera le prochain candidat démocrate à la présidence.

Quant à la plateforme, je crois que ce que nous avons de mieux à faire c'est de réaffirmer telle de Chicago.

Nous n'avons rien à gagner à en changer. Mettez de côté la clause de l'argent, les populistes nous abandonneront, et les républicains, argentistes qui sont allés grossir le parti de Bryan, sont plus considérables que les démocrates qui se sont ralliés aux partisans de l'or.

A l'époque où se réunira la Convention, la paix sera conclue. Une plate-forme guerrière n'a plus de raison d'être. Je crois qu'il sera fait une déclaration contre l'impérialisme. Celle-ci aura pour objet les "trusts" aura de nombreux partisans. Il faudra insister sur la taxe du Revenu.

Les réclamations des résidents d'Iloilo.

Prose Associée.
New York, 10 mai.—Une dépêche spéciale de Washington, au "Herald," dit que le major général Otis s'est virtuellement prononcé contre la légalité des réclamations pour indemnité, enregistrées par les résidents d'Iloilo, par suite de la destruction de cette ville, lors de sa capture, le 11 février.

On a fait savoir aux réclamants qui résident à l'étranger, d'avoir à présenter leurs réclamations par le canal de leurs gouvernements respectifs.

Ces réclamations, d'après les renseignements reçus, sont faites par des personnes appartenant à diverses nationalités, y compris les Philippines; elles s'évaluent à plusieurs millions de dollars.

Les Allemands résidant à Iloilo sont, paraît-il, au nombre des principaux réclamants. Le général Otis leur a adressé une lettre qui est parvenue au département de la guerre, et dans laquelle il fait remarquer que rien ne prouve que les réclamations soient réellement propriétaires de ce qui a été détruit, et quand même les Etats-Unis seraient responsables de toutes ces pertes, on ne peut tirer aucune conclusion des faits allégués.

Message de félicitations à Tamiral Dewey.

Prose Associée.
San Francisco, 10 mai.—Le maire Phelan a, hier soir, envoyé le télégramme suivant à l'amiral Dewey:

Amiral Dewey, Manille, "Au nom de nos concitoyens, nous, les maires des villes de l'Ouest, vous invitons cordialement à revenir au pays par la voie de San Francisco, à travers le grand océan qui a été le théâtre de votre victoire, laquelle a ouvert un si grand avenir et un si grand commerce aux Etats-Unis. Les villes des côtes du Pacifique vous sont spécialement reconnaissantes de la protection que vous leur avez assurée.

L'Olympia a été construit dans nos chantiers et les volontaires qui ont répondu à votre appel sont des habitants de l'Ouest.

Nous sommes anxieux de vous montrer à quel point nous apprécions vos patriotiques services, et nous serions heureux de vous voir accepter nos hommages."

Les messages étaient signés par les maires de San Francisco, de Chicago, d'Omaha, de la Nouvelle-Orléans, de St Paul, de Denver, de Pueblo.

Gail Borden
Eagle Brand
Condensed Milk
N°1 PAW BEE BRAND
CONDENSED MILK
D'EXCELLENTE QUALITÉ
"INFANT HEALTH"
EXCELLENTE NUTRIMENT
demandé
NEW YORK CONDENSED MILK CO. N.Y.

DEPECHE

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

Jusqu'à la dernière heure.

SERVICE DE LA

PRESSE ASSOCIEE

Service Spécial

DE TOUTES LES PARTIES DU MONDE.

Nouvelles Américaines

Immigration en Amérique.

Prose Associée.
New York, 10 mai.—Une dépêche de Hambourg annonce que 50,000 Galiciens se préparent à venir s'établir dans cette contrée. Ils s'embarqueront dans l'entrepôt des navires américains qui sont déjà encombrés d'émigrants fuyant l'oppression et la famine.

Le commissaire Fietchell pense que les chiffres mentionnés dans la dépêche, sont exagérés; il ne croit pas que le gouvernement austro-hongrois permette une si considérable émigration, en une seule fois. Cette émigration serait un dixième de la population de Galicie.

Ce serait une véritable dépopulation de cette province.
Le comte en chef Ledeshilger, qui est expert en cette matière, a déclaré que cette immigration serait un fait regrettable, attendu que cette population ne serait pas un bienfait pour l'Union.

Il y a cinq navires en mer, portant 2,000 Polonais. L'Amsterdam, arrivé mardi, en avait à bord plusieurs centaines.

Près de 2,000 Italiens sont arrivés, mardi, sur le Tartar Prince et le Massilia. Il y en a beaucoup d'autres en chemin.

Le voyage de M. Cleveland.

Prose Associée.
Newark, Ohio, 10 mai.—Le juge Judson Hurmond, qui fut attorney général dans le cabinet de M. Cleveland, a rejoint aujourd'hui l'ancien Président à Newark. Le juge remplit actuellement les fonctions de syndic de la compagnie de chemin de fer du Baltimore et Ohio.

Les voyageurs sont partis pour Sandusky. Ils feront une partie de pêche sur le lac Erié.